

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 11 au 15 mai 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BEAC travaille sur l'émission d'un franc CFA numérique.
- **Cameroun** : après son rachat par l'État, Société Générale Cameroun (SGC) devient General Bank of Cameroon (GBC).
- **Centrafrique** : un prêt de 2 Mds FCFA pour la construction d'un complexe de production et de transformation agricole à Pissa.
- **Congo** : le pays sollicite officiellement un nouveau programme du FMI.
- **Guinée équatoriale** : Vista Bank rachète Société Générale Guinée équatoriale.
- **Tchad** : des accords stratégiques signés entre le Tchad et la France à Nairobi dans les infrastructures et la santé.
- **RDC** : Signature d'un accord fiscal et douanier relatif au pont Kinshasa-Brazzaville.

Régional

La BEAC travaille sur l'émission d'un franc CFA numérique

À l'occasion de la [conférence](#) internationale sur les crypto-actifs et les innovations numériques, tenue le 9 mai 2026 à Dakar, le Gouverneur de la BEAC a affirmé que l'institut d'émission entend promouvoir la création d'un instrument numérique souverain, indexé à parité stricte sur le franc CFA, plutôt qu'une ouverture aux stablecoins privés libellés en dollar. Cette orientation répond à une préoccupation institutionnelle de premier ordre, à savoir prévenir l'émergence, de facto, d'une seconde monnaie dans les transactions numériques de la sous-région, ainsi que les tensions qui en résulteraient sur les réserves extérieures et sur la conduite de la politique monétaire. À cette fin, la BEAC poursuivrait, en étroite concertation avec le FMI, l'élaboration d'un cadre réglementaire sous-régional applicable aux crypto-actifs, dont la publication est attendue lors de l'exercice en cours. Ces travaux s'inscrivent dans le prolongement de [l'atelier](#) de transfert de compétences organisé en février 2026 avec la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

83,68 %

Participation totale de l'État camerounais
dans le capital de Société Générale
Cameroun (SGC) après son rachat

(COSUMAF), en vue de poser les fondements d'une régulation harmonisée à l'échelle communautaire. S'inscrivant dans le mouvement international d'encadrement progressif des stablecoins — illustré par le GENIUS Act aux États-Unis et le règlement MiCA dans l'Union européenne —, la démarche de la Banque centrale traduit la ferme volonté de préserver la maîtrise de l'unité de compte, de l'émission monétaire et de la liquidité, tout en offrant aux opérateurs économiques de la CEMAC une alternative souveraine et crédible aux instruments numériques privés.

Cameroun

Après son rachat par l'État, Société Générale Cameroun (SGC) devient General Bank of Cameroon (GBC)

Le 12 mai 2026, l'État du Cameroun a finalisé l'acquisition de 58,08 % du capital de Société Générale Cameroun, portant sa participation totale à 83,68 %. Les 16,32 % restants demeurent détenus par Sanlam-Allianz. Désormais placée sous contrôle public, la banque est renommée General Bank of Cameroon (GBC). Cette opération fait suite à la signature, en juillet 2025, de [l'accord](#) de cession conclu entre l'État du Cameroun et le groupe Société Générale, ainsi qu'à l'obtention, en avril 2026, de l'avis de non-objection de la Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Les volumes manutentionnés au port de Kribi progressent de 82 % en un an avec la mise en service du second terminal

Dans un [entretien](#) accordé à Camer.be, David Azra, directeur général de Kribi Conteneur Terminal (KCT), gestionnaire des terminaux à conteneurs du port de Kribi, revient sur les résultats positifs des activités de la société, un an après la mise en service de son second terminal. Cette plateforme de 715 mètres de quai et de 16 mètres de profondeur a traité 750 000 EVP lors de plus de 370 escales, enregistrant une progression de 82 % des volumes manutentionnés en un an. Ces infrastructures permettent au port de se positionner comme un hub majeur du commerce portuaire dans la sous-région. Parmi les habitués du nouveau terminal figurent notamment les Megamax. Ces navires de l'armateur CMA CGM sont capables de transporter plus de 24 000 conteneurs et ne desservent aujourd'hui qu'un nombre limité de ports en Afrique, témoignant ainsi de l'attractivité de la zone portuaire de Kribi. Un projet d'expansion du terminal, estimé entre 25 et 230 Mds FCFA et mené avec la société chinoise China Harbour Engineering Company, est actuellement en cours. Il devrait permettre de porter la capacité statique de la plateforme de 24 000 à 34 000 EVP. Si des obstacles persistent pour le développement du port, notamment en raison de la dégradation de la route Édéa-Kribi, le directeur général de KCT réaffirme sa volonté d'atteindre le seuil d'un million d'EVP, grâce au développement de nouveaux terminaux minéraliers d'ici 2027 et pétroliers d'ici 2028.

Centrafrique

Un prêt de 2 Mds FCFA pour la construction d'un complexe de production et de transformation agricole à Pissa

Le 8 mai 2026, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) a [signé](#) avec la Société Industrielle Agricole et de Développement de Centrafrique (SIAD-CA) un accord de prêt de 2 Mds FCFA (3 M EUR) destiné à financer un complexe de production et de transformation agricole dans la localité de Pissa. Ce projet, estimé à 4,21 Mds FCFA (6,4 M EUR), vise à la conception de 4 unités industrielles et prévoit une production annuelle de 5400 T de manioc d'ici 2026, 1710 T de moringa à partir de 2027, puis 4730 T de maïs et 1174 T de soja ou de haricot d'ici 2029. Selon la BDEAC, ce programme agricole et industriel s'inscrit dans sa stratégie 2023-2027 « Azobé », et pourrait générer, à terme, « 400 emplois directs et indirects au bénéfice des communautés locales », tout en intégrant la « régénération de plus de 1000 hectares de terres dégradées ».

Congo

Le Congo sollicite officiellement un nouveau programme du FMI

La République du Congo a [engagé](#) des discussions avec le FMI en vue d'un nouveau programme destiné à soutenir la stabilisation des finances publiques et la poursuite des réformes économiques. Cette démarche intervient dans un contexte marqué par des tensions de trésorerie, un niveau d'endettement élevé — estimé à plus de 90 % du PIB — et la nécessité de renforcer la soutenabilité budgétaire dans une économie encore largement dépendante des recettes pétrolières. Le précédent programme, conclu en janvier 2022 au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour un montant d'environ 455 M USD, est arrivé à échéance début 2025 sans que l'ensemble des objectifs de réforme — notamment en matière de gouvernance, de transparence dans le secteur des hydrocarbures et de gestion de la dette — n'aient été pleinement atteints. Le pays espère désormais qu'un nouvel accord permettra de rassurer les bailleurs, de débloquer des financements concessionnels et de soutenir la diversification d'une économie fragilisée par la volatilité des cours du brut.

Le projet du East New Bulk Terminal franchit une nouvelle étape avec AD Ports Group

Le groupe émirati AD Ports Group et CMA CGM, à travers sa filiale CMA Terminals, poursuivent le développement du terminal à conteneurs East New Bulk Terminal à Pointe-Noire. De nouveaux accords [signés](#) ce 7 mai portent sur un investissement de 236 M USD. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une concession de trente ans conclue avec la République du Congo, renouvelable pour vingt années supplémentaires. Le projet vise à renforcer les capacités portuaires et logistiques du pays.

Le Congo mise sur l'IA pour valoriser ses langues nationales

La République du Congo entend [recourir](#) à l'intelligence artificielle pour promouvoir et préserver ses langues nationales. Cette initiative portée par le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, et soutenue par le PNUD, s'inscrit dans une stratégie de développement numérique à l'horizon 2030 visant à renforcer l'accès aux contenus locaux, soutenir la transmission culturelle et encourager l'innovation technologique dans le domaine linguistique.

Guinée équatoriale

Vista Bank rachète Société Générale Guinée équatoriale

Le 8 mai 2026, le groupe bancaire Vista Bank Group a finalisé l'acquisition de Société Générale de Banques en Guinée équatoriale (SGBGE). Cette opération fait suite à [l'accord](#) initial signé en juin 2023, prévoyant la cession par le groupe Société Générale de sa participation de 57,2 % dans le capital de sa filiale équato-guinéenne au profit de Vista Bank Group. Par ailleurs, Vista Bank s'est engagée à mobiliser des investissements d'un montant de 10 Mds USD sur une période de dix ans, ainsi qu'à renforcer la solvabilité, la liquidité et la capacité de financement du secteur bancaire équato-guinéen.

Tchad

Tchad-France : des accords stratégiques signés à Nairobi dans les infrastructures et la santé

Le 12 mai 2026, en marge du sommet « Africa Forward » à Nairobi, le gouvernement tchadien a [signé](#) plusieurs protocoles d'accord avec les entreprises françaises Matière SAS et Ellipse Projects SAS, dans les secteurs des

infrastructures, de l'industrie et de la santé. Les projets annoncés prévoient la construction de cinq ponts stratégiques (Korbol, Bousso-Mogo, Matadjana, Wadi-Fira entre Biltine et Arada, et Kalait), l'implantation au Tchad d'une usine de fabrication de ponts à panneaux, ainsi que la réalisation d'une cinquantaine de centres de santé en province, de trois écoles d'infirmières et d'un hôpital privé de référence internationale à N'Djamena. Ces initiatives s'inscrivent dans les orientations du Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 » et interviennent à quelques semaines du Forum économique Tchad-France prévu le 15 juin 2026 à Paris. Elles sont présentées par les deux parties comme un pas supplémentaire vers un partenariat économique recentré sur des projets structurants, à fort impact pour la connectivité du territoire, l'industrialisation et le renforcement du système de santé.

L'AFD investit 14 M EUR pour relancer le bassin cotonnier

Le gouvernement tchadien a [lancé](#) un projet de relance du bassin cotonnier, financé par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 14 M EUR, pour une durée de cinq ans. Ce programme, déployé dans plusieurs provinces de production, doit renforcer la filière coton en améliorant les rendements, en accompagnant les producteurs (accès aux intrants, encadrement agricole) et en soutenant la diversification des revenus des ménages ruraux. Les autorités présentent ce projet comme un levier pour redonner de l'attractivité à la culture du coton, augmenter les volumes exportables et contribuer à la lutte contre la pauvreté dans les zones concernées, en cohérence avec les objectifs du Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 ». Il s'inscrit également dans une stratégie plus large de consolidation du secteur cotonnier, considéré comme l'une des principales filières d'exportation et une source majeure de revenus pour des dizaines de milliers de producteurs.

Énergie : le Tchad discute avec Sonelgaz d'une centrale électrique de 40 MW à N'Djamena

Le 11 mai 2026, le Premier ministre, Allah Maye Halina, a [recu](#) à N'Djamena une délégation d'experts du groupe algérien Sonelgaz, en mission au Tchad pour lancer la phase préparatoire d'un projet de centrale électrique d'une capacité de 40 MW. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération énergétique entre les deux pays, a permis d'examiner les aspects techniques, financiers et calendaires du projet, appelé à contribuer à la sécurisation de

l'approvisionnement en électricité de la capitale et à l'accompagnement des futures zones industrielles. Les autorités tchadiennes présentent ce partenariat comme un levier important pour réduire les déficits de production et améliorer la qualité du service. La délégation de Sonelgaz a, de son côté, réaffirmé la disponibilité du groupe à mobiliser son expertise régionale pour accompagner durablement le Tchad dans le développement de ses infrastructures électriques.

RDC

Signature d'un accord fiscal et douanier relatif au pont Kinshasa-Brazzaville

Les ministres des Finances de la République Démocratique du Congo et de la République du Congo ont [signé](#), le 7 mai 2026 à Kinshasa, un accord bilatéral fixant le régime fiscal, douanier et des recettes non fiscales applicable au projet de pont route-rail devant relier les deux capitales. L'accord prévient les risques de double imposition et harmonise les procédures tarifaires applicables aux marchandises en transit ainsi qu'aux futures recettes de péage. La signature de ce texte constitue un préalable indispensable à la relance du processus de recrutement d'un concessionnaire privé, chargé de la construction et de l'exploitation de l'infrastructure. Long de 1,575 km, l'ouvrage comprendra une voie ferrée, deux voies routières (une dans chaque sens), des trottoirs et des postes de contrôle frontalier des deux côtés du fleuve. Les projections indiquent que 5 millions de passagers et 3 Mt de fret pourraient traverser l'ouvrage chaque année. Le projet est [développé](#) par Africa50, un fonds d'investissement dédié aux infrastructures, aux côtés de la Banque africaine de développement qui agit comme principal bailleur de fonds et comme partenaire technique pour structurer le partenariat public-privé. Le coût global est estimé à plus de 800 M USD, le projet ayant connu des reports successifs depuis plusieurs années.

Kinshasa et Kampala signent six mémorandums pour dynamiser les échanges transfrontaliers

Les présidents de la RDC et de l'Ouganda ont présidé, le 11 mai 2026 à Kampala, la [signature](#) de six mémorandums d'entente à l'issue des travaux de la 9^{ème} session de la commission permanente mixte. Les deux pays se sont engagés à supprimer les barrières non tarifaires et à simplifier les procédures douanières aux principaux postes-frontières, avec la construction de postes à guichet unique à Kasindi, Bunagana et Mahagi, où un seul contrôle mutualisé sera effectué. Kinshasa

s'est également engagé à finaliser d'ici le 31 août 2026 l'exemption réciproque de visa pour les ressortissants ougandais, Kampala appliquant déjà cette mesure depuis janvier 2024. Parmi les accords figurent un mémorandum sur la connectivité ferroviaire à écartement standard reliant les deux réseaux nationaux, ainsi qu'une feuille de route conjointe pour le projet hydroélectrique régional de Ruzizi III (206 MW) et l'interconnexion électrique avec la ville de Goma. Les deux gouvernements ont également annoncé la mise en place d'un mécanisme de certification des minerais exempts de conflits, visant à renforcer la traçabilité des flux transfrontaliers d'or, de coltan et d'autres ressources stratégiques qui échappent encore largement aux circuits officiels congolais. Kinshasa et Kampala se sont fixé pour objectif de porter leurs échanges commerciaux à 1,5 Md USD d'ici 2028, contre environ 800 M USD actuellement. Cette progression s'appuiera sur la modernisation des corridors routiers reliant Kasindi, Bunagana, Beni, Goma et Kampala, ainsi que sur l'opérationnalisation d'un comité chargé de la protection de l'écosystème du Parc national des Virunga.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en %)			*Solde Public (en %PIB)			Dettes Publiques (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du *World Economic Outlook* (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Avr-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole (Brent USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	104	3	3	7	1 148	409	644
Variation mensuelle (%)	9%	-10%	5%	-1%	4%	1%	1%
Variation annuelle (%)	58%	-19%	-58%	-15%	15%	4%	2%
Variation sur 5 ans	65%	6%	43%	96%	6%	-2%	-3%
Variation sur 10 ans	155%	45%	10%	115%	48%	3%	-6%

Avr-26	Matières premières textiles	Matières premières industrielles	Métaux et minerais			
	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)
Valeur	2	3	3 600	106	12 951	4 721
Variation mensuelle (%)	12%	5%	7%	2%	3%	-3%
Variation annuelle (%)	10%	18%	52%	9%	41%	47%
Variation sur 5 ans	-5%	16%	55%	-41%	39%	168%
Variation sur 10 ans	25%	47%	129%	74%	166%	280%

Source : *World Commodities Markets* (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Agenda des événements économiques et institutionnels à venir

Date	Évènement	Lieu
19 mai 2026	5ème édition de la conférence ministérielle <i>No Money for Terror</i> (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15 juin 2026	Sommet Tchad -France	Paris (France)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	<i>Wine Tastin</i> organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) – Mathis FOLCH ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).